



L'héritage "socialiste" (2)

vendredi 6 mars 2020, par [Denis COLLIN](#)

Nous publions ici la deuxième partie de nos réflexions sur l'héritage "socialiste". On essaie d'y reprendre l'histoire longue du PS et d'envisager les perspectives d'avenir.

[1ère partie](#)

Retour sur l'histoire du PS

Il y a belle lurette que la social-démocratie, dans tous les pays du monde, était devenue la « gérante loyale du capitalisme », comme l'avait dit Blum lors de son procès. Il faut certainement remonter à 1914 : le ralliement de la social-démocratie, dans ses diverses composantes, au grand massacre a sans doute déterminé pour longtemps le cours de l'histoire. Je renvoie ici à ce que j'ai écrit dans *Le cauchemar de Marx* (Max Milo, 2009).

Mais cette social-démocratie ne pouvait pas se transformer purement et simplement en un parti bourgeois comme les autres. La base de l'appareil socialiste est indissociablement liée aux conquêtes sociales ouvrières. Les élus au parlement ne sont que le sommet d'une masse d'élus locaux, de militants associatifs, d'administrateurs de mutuelles ou de coopératives, de permanents syndicaux, etc. Tout ce petit monde n'a nul goût pour la révolution qui pourrait bousculer leur train-train quotidien ou qui pourrait mettre dangereusement en cause les conquêtes sociales, l'agitation révolutionnaire donnant à la réaction les prétextes nécessaires pour liquider le mouvement syndical et socialiste. Mais ils n'ont aucun goût non plus pour le recul social et le néolibéralisme, risquant de les ruiner en paupérisant la classe ouvrière, est bien pour eux un ennemi dangereux. L'expression de Lénine, utilisée pour caractériser les chefs sociaux-démocrates mérite d'être entendue dans toute sa subtilité : « lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise »...

Mais il y a une autre tendance qui s'est accrochée au vieux socialisme. Cette tendance représente plutôt les nouvelles classes moyennes, les salariés intellectuels, les techniciens, etc. Ces courants auxquels se sont agglomérés les travailleurs chrétiens laïcisés que l'on retrouve dans la CFDT vont trouver en mai 68 une impulsion nouvelle. Sous le signe de l'autogestion (qui s'en souvient ?), la CFDT et feu le PSU proposent à ces classes nouvelles de participer, ici et maintenant, à l'exercice du pouvoir, sans attendre un nouveau juin 36. Très vite ils vont abandonner toute velléité d'opposition radicale et pensent que le mieux à faire est de prendre le train en marche du nouveau capitalisme néolibéral. Ils s'appuient sur les intellectuels réputés gauchistes et fourbissent leurs arguments dans l'atelier de la « french theory », chez Foucault et Deleuze, pour ne citer que le plus célèbre.

De 1971 à 1981, l'histoire du PS s'est déroulée comme un conflit entre ces deux courants, Mitterrand

s'appuyant tantôt sur les uns, tantôt sur les autres, pour ne jamais dépendre de personne et surtout pas de quelque engagement qu'il aurait pu lui-même prendre. C'est à ce moment que vont apparaître les différences entre une première gauche et une « deuxième gauche ». Michel Rocard va être le représentant de cette deuxième gauche, mais lors de l'élection présidentielle de 1981 c'est la première gauche qui semble l'avoir emporté. L'illusion ne durera pas. C'est sur la question de l'Europe que les choses vont se nouer : faut-il ou non rester dans le système monétaire européen ou au contraire en sortir pour s'orienter vers une politique de croissance nationale s'appuyant sur les ressources de l'état et des entreprises nationalisées ? On sait que Mitterrand finira par pencher du côté de Delors et Mauroy. À partir de ce moment-là, plus rien n'arrêtera l'évolution du PS vers quelque chose d'autre que la vieille social-démocratie. Il faut souligner l'importance des engagements internationaux du parti socialiste dans cette évolution. Dès le tout début du septennat de François Mitterrand, le cap est donné. Le président français reçoit en grande pompe le président américain au sommet du G5 à Versailles et l'assure du soutien indéfectible de la France au camp occidental. Le fameux discours de Mitterrand au Bundestag en 1982 dénonçant les manifestations contre l'installation en Allemagne (de l'ouest) des fusées américaines « Pershing » (« les fusées sont à l'Est, les pacifistes sont à l'Ouest ») affirme encore les liens indéfectibles de la France avec les États-Unis, l'OTAN et l'Union européenne. À partir de là, la soumission au néolibéralisme poussé par Reagan et Thatcher devient évidente et le PS ira de capitulations en déconfitures. Le retour de la droite au pouvoir en 1986 va permettre d'engager un premier programme de privatisations que le PS ne mettra pas en question lors de son retour en 1988. La liquidation de la sidérurgie sera l'affaire du PS et Laurent Fabius se vantera d'avoir fait « le sale boulot ». Le « marché unique » et la libéralisation totale des échanges en Europe, ainsi que la dérégulation bancaire : on retrouvera Bérégovoy à la manœuvre pendant que Delors continue à Bruxelles la politique qu'il avait impulsée à Paris.

En 1991, la France participe sans états d'âme à la grande coalition menée par George Bush contre l'Irak. Vassal des Américains, Mitterrand fait avaler sa guerre à presque tout le parti socialiste, à l'exception de Chevènement et ses amis qui rompent pour fonder le « Mouvement des Citoyens ». Mélenchon et Dray qui avaient grogné devant la guerre se réconcilient très vite avec Mitterrand dans la bataille pour faire voter le traité de Maastricht (1992). Revenue au pouvoir en 1993 après une sévère défaite du PS, la droite poursuit les privatisations et porte un grand coup au système des retraites par la réforme du régime général imposée par Balladur. Quand la gauche revient au pouvoir en 1997, le PS se gardera bien de revenir sur les privatisations ou sur la réforme Balladur. Entre temps, on avait pu voir les hérauts de la « deuxième gauche », la secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, comme une bonne partie de ses « intellectuels organiques », Alain Touraine par exemple, prendre faits et causes pour la réforme des retraites que le Premier ministre Alain Juppé voulait imposer. La « gauche plurielle » entre 1997 et 2002 imposera bien la semaine de 35 heures, mais dans des conditions fort contestables, et pour le reste entérinera les actions passées de la droite et poursuivra de bon cœur le programme de privatisation avec au premier chef la privatisation de France Télécom, que le PS dénonçait et qu'il accepta lorsque Jospin signa les accords d'Amsterdam. C'est aussi ce gouvernement, avec la participation de Mélenchon, faut-il le rappeler, qui accepta les directives de mise en concurrence des services publics et engagea la première phase de privatisation des autoroutes. C'est aussi le ministre de finances Laurent Fabius qui prit toute une série de mesures en faveur des actionnaires et de tous ceux que l'on n'appelait pas encore les « premiers de cordée ».

Hollande et Macron

Mais le pompon de la course à droite revient à Hollande — tant est-il que l'on puisse départager entre les nombreux concurrents celui qui a commis le plus de félonies ou les félonies les plus graves. Hollande prend dans ses bagages un certain Emmanuel Macron qui s'était fait remarquer par son rôle dans la commission Attali mise en place par Sarkozy et qui avait proposé un choc de libéralisation si échevelé que Sarkozy, à qui il restait un peu de bon sens, s'est empressé de ne pas donner suite. Macron va vite devenir ministre de l'Économie et va mettre en place sa politique... mais ce n'est pas la sienne, c'est celle de tous les ministres qui restent solidaires du gouvernement (Hamon et Montebourg seuls évitent le déshonneur). Tous les mauvais coups organisés par Macron depuis qu'il est président sont des prolongements

d'orientation qui avaient été engagées par les gouvernements Hollande, avec ou sans Macron. Le CICE, c'est Hollande et la priorité donnée aux « premiers de cordée », c'est lui encore — enfin après Fabius et bien d'autres. La loi Macron démolissant le Code du travail n'est que le prolongement de la loi dite El Khomery. La loi sur les retraites « à points » est dans les cartons depuis un bon moment et c'est une revendication de... la CFDT.

Mais il y a un autre aspect. Tout le monde est frappé au figuré, mais aussi parfois au propre par la violence de la répression des manifestations et le mépris incroyables des libertés élémentaires dont la police fait preuve depuis que Macron est au pouvoir. Mais on doit le dire : là aussi, c'est un héritage du PS et de Hollande. La proclamation de l'état d'urgence, le soir du 13 novembre 2015, après les attentats du Bataclan et de Saint-Denis pouvait sembler la réponse énergique qu'appelait la situation d'exception dans laquelle l'offensive islamique mettait le pays. Mais, en fait, il apparut bien vite que cet état d'urgence ne servait pas à terroriser les terroristes, mais bien à limiter le droit de manifester. Il fut d'abord employé contre les militants écologistes qui voulaient manifester l'occasion de la conférence sur le climat, puis d'abondance on l'employa contre le mouvement social. On se souvient des manifestations faisant du sur place et dont l'entrée était soumise à un contrôle d'identité policier. Les nouveaux pouvoirs donnés à la police à cette occasion sont restés et Macron n'a rien eu d'autre à faire qu'à entériner les mesures d'exception pour en faire des lois ordinaires, chose qui était dans les projets de Hollande, au demeurant. Compte tenu de tout ce que je viens de dire, il est tout à fait normal de constater que le gros de l'appareil macroniste vient du PS, aussi bien au niveau des ministres que des échelons intermédiaires. Castaner, Pénicaud, Belloubet, Le Drian : ces poids lourds viennent du PS, comme Gérard Collomb, à Lyon. Griveaux était un ami de DSK et une bonne partie des conseillers proches de Macron sortent de la clique DSKiste. Nombre de maires socialistes sont passés chez Macron, où ils se trouvent fort bien, quoique, sagement, ils se représentent souvent sans étiquette, l'étiquette LREM étant visiblement lourde à porter quand on veut être réélu.

L'opération Macron laisse un PS exsangue. Olivier Faure tente de gérer une boutique en liquidation. On s'interrogera sur le rôle de la primaire comme moyen de sélection des candidats : le candidat choisi par les électeurs de la primaire n'a pas été soutenu par le PS, qu'il a d'ailleurs rapidement quitté pour fonder une firme dont le congrès doit pouvoir se tenir dans une cabine téléphonique. Exit Hamon, par ailleurs parangon du communautarisme. Valls et de Rugy qui avaient fait serment de soutenir le candidat choisi par la primaire ont rallié Macron le soir même de la primaire. Le bilan de faillite de Hollande et des hommes qui l'ont soutenu est là tout entier. Des gens sans vision, sans intelligence, sans caractère qui ont liquidé le patrimoine de la « vieille maison » pour se mettre à la remorque de ce qu'il y a de pire dans le capital financier aujourd'hui, à la remorque de jeunes loups cyniques, dépourvus de la moindre once de sens moral.

Et maintenant

Un parti qui a encore quelques assises locales et qui pourrait garder Paris n'est cependant pas définitivement mort. Il a même une double chance dont on n'est pas certain du tout qu'il saura la saisir. Tout d'abord l'évolution du macronisme est si violente que certains militants pourraient être tentés de faire retour au bercail et de reconstruire une sorte de parti socialiste, soit parce qu'ils sont vraiment écœurés de soutenir des Castaner et des Belloubet ou des Sybeth N'Diaye, soit parce qu'ils se rendent compte que, selon un bon vieux processus dialectique, va sonner l'heure de dégager les dégageurs et de passer au karcher la bande à Macron qui pourrait ne pas survivre à la prochaine échéance présidentielle.

Le deuxième atout du PS est Mélenchon. Avec plus de 18 % des suffrages, implantés dans toutes les catégories sociales, capable de ramener aux urnes des abstentionnistes et même de reprendre au FN/RN des électeurs, Mélenchon et LFI pouvaient être l'axe de la reconstruction d'un parti républicain, social, laïque et patriotique, un PS mâtiné de jaouressisme. Mais il n'en a rien été : dès le soir du premier tour de la présidentielle, Mélenchon, lamentable, transformait sa victoire en défaite, puis lançait son organisation sur une ligne gauchiste : Mélenchon fut le candidat pour être Premier ministre de Macron (n'oublions jamais cette plaisanterie), puis en multipliant par trois ou quatre les chiffres de manifestants rassemblés

par LFI il prétendit faire reculer, tout seul, avec ses petits bras, le dragon macroniste. Puis c'est une séquence d'une confusion sans nom : incapacité d'avoir une ligne claire sur l'Europe, exclusions des proches de Mélenchon qui n'acceptaient la ligne gauchiste (Cocq, Kuzmanovic) et départ d'autres fidèles, alliances étranges avec les frères musulmans qui se trouvent leur sommet dans la honteuse manifestation du 10 novembre, et, pour finir, l'explosion du mouvement lors des municipales puisqu'on peut trouver tout et le contraire de tout, de la participation à des coalitions classiques d'union des gauches jusqu'à des alliances avec le parti animaliste — il semble que les cinglés qui sautaient sur des matelas ne soient plus en course pour ses élections, sinon ils auraient sûrement pu faire des alliances avec LFI ici ou là.

Si Faure veut reconstruire le PS il peut donc compter sur deux alliés de choix : Macron et Mélenchon. Malheureusement, comme son tropisme européiste est incurable et que c'est sur cette question et deux ou trois autres de la même farine que se joueront les prochaines élections, le PS pourrait bien rester l'astre mort qu'il est devenu et s'éteindre progressivement comme le vieux parti radical l'avait fait avant lui.

C'est pourtant ce qu'il nous faudrait dans l'immédiat : un nouveau parti socialiste, c'est-à-dire un parti de défense des conquêtes sociales et de résistance au capitalisme destructeur auquel nous devons faire face. Un parti qui prend le parti de la nation et relève haut le drapeau de la république laïque. Un parti qui ne promet pas la lune pour demain, mais quelques pas réels en avant (qui valent toujours mieux qu'une douzaine de programmes), un parti ouvert à tous et non une secte sommée de suivre aveuglément le Bolivar du 10e arrondissement. Un parti de masse, appuyé sur des sections locales et s'occupent de redonner vie à l'esprit civique, un parti tourné vers le petit peuple, pas vers les énarques et autres bac + 13 qui n'ont jamais rien fait de leurs dix doigts, mais savent sur la manière de commander les autres. Bref un vrai parti populaire, un parti pour gilets jaunes... On peut rêver, mais c'est pourtant bien cela qui est nécessaire.

Les assauts de radicalisme des uns et des autres ne sauraient nous tromper. Nous avons eu l'expérience de Tsipras, que tous courtoisaient quand il a été élu premier ministre et qui s'est révélé le champion toutes catégories de la trahison des espoirs populaires. Nous savons aussi, que, quelques modestes qu'elles soient, les revendications populaires se heurtent au système capitaliste lui-même. On ne peut plus espérer qu'un peu de croissance permettra de redonner quelques miettes et qu'on repartira comme en 45. Mais ce dont les individus peuvent être conscients théoriquement ne peut s'apprendre, pour la masse du peuple, qu'en marchant. Lève-toi et marche !

Comment faire pour que le nécessaire s'accomplisse ? Voilà l'éternelle question.

Le 29 février 2020. Denis Collin